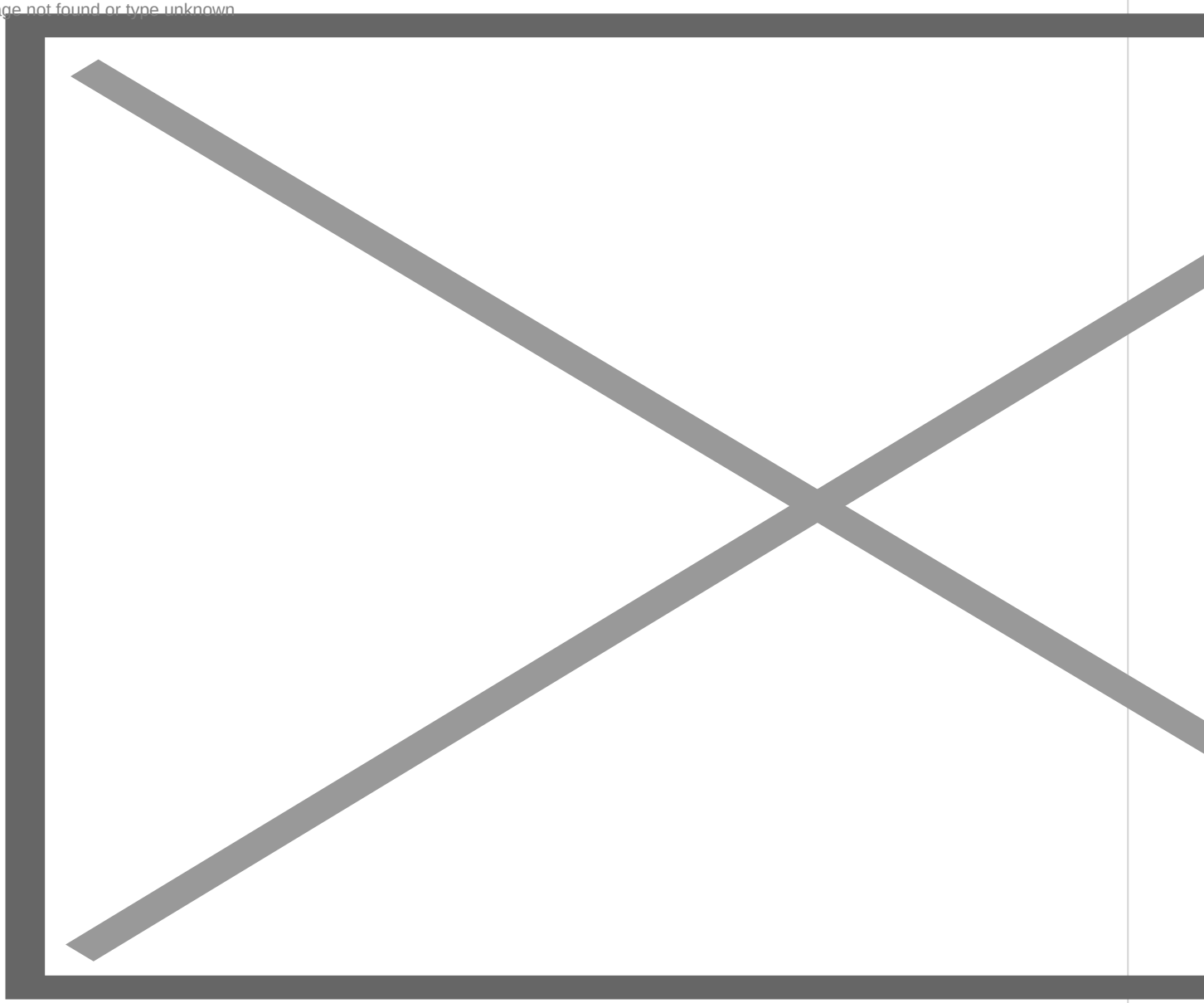
Le Venezuela et le Guyana expriment leur volonté de poursuivre le dialogue sur l'Essequibo

Image not found or type unknown



La Havane, 15 décembre, (RHC)- Les gouvernements du Venezuela et du Guyana ont adopté jeudi à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, une déclaration conjointe exprimant leur volonté de poursuivre le dialogue et de ne pas recourir à la force pour résoudre le différend territorial sur la région de l'Essequibo.

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, et son homologue guyanien, Irfaan Ali, ont également exprimé leur engagement en faveur du bon voisinage, de la coexistence pacifique et de l'unité de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Au terme des conversations organisées sous les auspices de la CARICOM, la Communauté des Caraïbes et de la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, Ralph Gonçalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines qui assure la présidence tournante de la CELAC, a donné lecture d’une déclaration commune du Venezuela et du Guyana.

La déclaration indique que les présidents Nicolas Maduro et Irfaan Ali sont convenus de résoudre tout différend entre les deux États conformément au droit international et notamment à l'accord de Genève de 1966.

Ils ont convenu qu'ils "ne se menaceront pas - directement ou indirectement - et n'utiliseront pas la force l'un contre l'autre, quelles que soient les circonstances", y compris celles découlant d'un différend entre les deux pays.

Ils ont également convenu d'établir immédiatement une commission mixte des ministres des Affaires étrangères et des ministres techniques des deux États afin d'aborder les questions convenues d'un commun accord ; dans un délai de trois mois, la commission présentera une mise à jour aux présidents du Guyana et du Venezuela.

Les dirigeants ont pris note de l'affirmation du Guyana selon laquelle il est attaché au processus procédural de la Cour internationale de justice (CIJ) pour la résolution du différend frontalier, et de l'affirmation du Venezuela selon laquelle il "ne consent pas à reconnaître la cour de La Haye et sa compétence" dans le cadre du différend territorial.

Ils ont également convenu que les deux États s'abstiendraient, en paroles ou en actes, d'aggraver tout conflit ou désaccord résultant d'un différend entre eux.

À cet égard, Caracas et Georgetown "coopéreront pour éviter les incidents" sur le terrain qui conduisent à des tensions entre eux, et dans l'éventualité d'un tel incident, ils communiqueront immédiatement entre eux, avec la Communauté des États de la Caraïbe (CARICOM) et la CELAC.

La déclaration conjointe précise que Gonçalves, en tant que président pro tempore de la CELAC, Roosevelt Skerritt, chef intérimaire de la CARICOM, et le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, continueront à traiter la question en tant qu'interlocuteurs et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en tant qu'observateur, avec la présence permanente des présidents Ali et Maduro.

Les chefs d'État vénézuélien et guyanien ont convenu de "se réunir à nouveau au Brésil au cours des trois prochains mois ou à un autre moment convenu" pour examiner toute question ayant des implications pour le territoire contesté, y compris la mise à jour susmentionnée de la commission mixte.

Enfin, ils ont exprimé leurs remerciements à l'égard de Ralph Gonsalves, Roosevelt Skerritt, Lula et son envoyé personnel, Celso Amorin, ainsi que tous les Premiers ministres de la CARICOM présents et d'autres fonctionnaires de la CARICOM et de la CELAC.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/342138-le-venezuela-et-le-guyana-expriment-leur-volonte-de-poursuivre-le-dialogue-sur-lessequibo

RADIO HABANA CUBA

Radio Habana Cuba